

Une autre manière d'analyser la situation économique mondiale

Posté le : 30 août 2023 08:42 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Cycles et conjoncture, Crise systémique, Attitudes, Histoire économique récente, Réforme, hyperfiscalité, Economie et politique, Fiscalité, Concepts fondamentaux, Zone Euro, Monnaies et changes, Crise mondiale, Crise financière

Un des drames de la réflexion économique est qu'elle manipule des valeurs consolidées en monnaie courante corrigées de l'inflation. Ce choix assez naturel masque la plupart des problèmes et provoque des incompréhensions majeures.

En géométrie, on aime bien les « transformées ». Aussitôt une figure en apparence très compliquée se simplifie et des démonstrations limpides peuvent être conduites. En économie aussi, il importe de se libérer des habitudes et de revoir les évolutions des grands agrégats en des unités de valeur différentes.

Appelons « valeur de référence » un panier d'objets qui représentent depuis toujours le bien patrimonial « qui ne ment pas », parce qu'il est rare. Mettons-y l'or, et éventuellement un autre métal rare, une matière première de nécessité absolue, disons le pétrole, et le m² dans une ville monde (Paris, Londres, Tokyo, New York...). Le panachage est toujours arbitraire, mais on est surpris que les résultats ne dépendent pas tellement du choix des ingrédients de notre indice et de leur proportion quand on déflate les séries économiques sur une assez longue période, par exemple le demi-siècle.

Le graphique ci-dessous, fait à main levée, est une approximation grossière du résultat (Nous suggérons aux nouveaux doctorants en économie de faire ls calculs exacts en imaginant quelques paniers de valeurs de référence). Le graphique présenté commence en 1973 et se termine en 1922.

La ligne rouge fixe la valeur de référence par construction constante.

On voit que **les prix courants s'effondrent** sur une longue période calculée en valeur de référence.

Depuis 1971 et la fin du système de Bretton Woods, on est entré dans un système de monnaie fondante alimentée par les émissions massives de monnaies banques centrales et aussi par l'ouverture totale à la concurrence des pays très pauvres à forte population, et/ou à ceux des pays maintenus dans la déroute économique par le communisme pendant des décennies.

On voit également qu'en valeur de référence le PIB **baisse**, avec des accélérations dans la baisse à chaque crise décennale, 1973, 1992, 2001, 2 008... Les objets de luxe ont toujours l'air de fuir devant le revenu. Mais depuis 1973, la chute est devenue réellement importante. Une sacoche Hermès à deux soufflets est passée de 10.000 francs à 16.000 euros ce qui en francs fait plus de 100.000 Francs. Il ne reste plus que 10% de la valeur de la monnaie française par rapport à 1970. Le titre Hermès se porte très bien !

Comme les prix se sont effondrés plus encore, le pouvoir d'achat, qui a aussi baissé en valeur de référence, n'a pas baissé en valeur courante. Pour simplifier, il a augmenté en proportion de la baisse des prix liée aux importations chinoises.

En revanche, la hausse de l'immobilier est presque entièrement gommée dans notre graphique.

L'immobilier a conservé sa valeur intrinsèque.

Ce qui se passe à partir de 2020 c'est le blocage de la production et la désarticulation des flux de la mondialisation. On libère des sommes gigantesques de monnaies banque centrale sans production. La courbe des prix vient à croiser celle du PIB et efface toute hausse de pouvoir d'achat et au-delà. C'est ce qui explique l'irruption des mouvements violents, Gilets Jaunes, refus de la réforme des retraites etc.

Tant qu'on ne comprend pas la machinerie qui s'est mise en place à partir de l'instauration des changes flottants et de la suppression de l'obligation de contrôler les grands déficits et les grands excédents, on ne peut dire que des sottises majestueuses à partir d'apparences bizarres qui flottent allégrement dans une caverne platonicienne légèrement déjantée.

L'acceptation des grands déficits américains, pour fournir la monnaie internationale d'usage, entraîne automatiquement la création d'excédents équivalents. Le pays qui les accumule ne sait pas quoi en faire, puisqu'il est déjà hypercompétitif et en excédent. Le pays déficitaire voit ses entreprises chavirer et en manque de liquidité ne peut pas investir. Le système se retrouve en sous-investissement productif permanent. Les liquidités excédentaires cherchent des emplois qui ne se trouvent que dans des opérations financières et boursières, en un mot dans la spéculation, et dans des stratégies de défense patrimoniale comme l'immobilier.

Bien sûr, le transfert de la production vers les pays pauvres entraîne une hausse formidable du niveau de vie dans ces pays (au moins 400 000 000 de personnes sorties de la grande pauvreté depuis 50 ans) tout en enrichissant parfois de façon extravagante la petite élite qui s'est placée dans les circuits de la mondialisation et du recyclage des masses financières.

Les classes moyennes occidentales sont les premières victimes : la croissance s'arrête et le pouvoir d'achat ne dépend plus que des produits importés à bas prix. Cela ne suffit pas vraiment. Il faut développer le crédit et les subventions pour maintenir une forme de croissance et une apparence de continuité dans la société d'abondance. La dette et les impôts deviennent critiques. Lorsque, comme en France, le système fiscal est globalement progressif on aboutit à cette situation intenable où il faut 1.9 % d'augmentation de la dette pour obtenir 1 % de hausse du PIB qui provoque une hausse de 1.7 % de hausse des impôts et prélèvements !

Jusqu'en 2020, une crise décennale venait purger les bulles financières provoquées par les excédents de balances de paiement. Les banques centrales rechargeaient la machine sans inflation grâce aux importations à bas coûts en provenance de la Chine et des pays à salaires extrêmement bas. On avait une inflation monétaire sans inflation des prix à la consommation, mais une hausse de la valeur de l'immobilier et de la bourse. La classe moyenne s'en sortait en allant chez Lidl puis Aldi, et en s'endettant sur des dizaines d'années !

La crise sanitaire puis la guerre en Ukraine ont détruit cette machinerie faussement vertueuse. Utiliser les banques centrales pour compenser le revenu perdu par la disparition de la production, alors que la perturbation des circuits logistiques de la mondialisation devenait critique, ne pouvait qu'entraîner une forte inflation non compensée par les importations à très bas prix. Le choc de la guerre sur les coûts énergétiques et la disponibilité de biens agricoles, a aggravé une situation déjà intenable. La poussée massive des prix commence trois-quatre mois avant le début de l'invasion Russe en Ukraine.

L'inflation excessive a aussitôt obligé les banques centrales à freiner des quatre fers provoquant aussitôt des perturbations supplémentaires en mettant en défaut les entreprises trop endettées, les banques ayant prêté pour des opérations spéculatives et les pays qui avaient choisi la dette à outrance comme la France.

Pour corser la situation, une peur millénariste a été insufflée à partir de mouvements idéologiques américains relayant des passions anti capitalistes en déshérence depuis l'effondrement de l'Union soviétique et une religiosité également en jachère depuis l'effondrement du christianisme. Elle a diabolisé l'humanité et sacralisé la nature et l'animal. L'homme prométhéen avait volé le feu de l'Olympe et mit le feu à la terre. Il massacrait la faune sauvage sans vergogne et vidait les sous-sols de tout ce qu'il jugeait utile. Le CO2, qui touche absolument toutes les activités humaines, est devenu le vecteur de condamnation de la race humaine outrecuidante et folle. Démarrée aux Etats-Unis, l'idée saugrenue et scientifiquement fautive d'une influence radicale du CO2 sur le climat, au point de cuire la terre et de la faire se noyer sous l'élévation massive du niveau de la mer, s'est imposée dans les mouvements radicaux américains puis, peu après la conférence de Rio qui voulait dénoncer le rôle de l'homme sur l'avenir de la nature, dans les mouvances internationales et dans la tête des élites dirigeantes de nombreux pays. La propagande a été si forte, si générale, portée pendant si longtemps qu'une peur panique s'est emparé des esprits au point de créer un état de sidération individuelle et d'hystérie collective. On se rappelle qu'à Carthage, lorsque le climat faisait des siennes, notamment avec des sécheresses calamiteuses, les élites offraient leurs filles vierges et pubères en sacrifice au Dieu Baal. Le spectacle de ces pauvres enfants drogués avant le supplice et brûlant allègrement dans des brasiers terrifiant était censé émouvoir les Dieux, une idée fréquente dans les sacrifices religieux, depuis l'origine de l'humanité, tout en calmant la révolte des administrés vis-à-vis des familles dirigeantes. Aujourd'hui, sous l'influence des ONG, les instances internationales se sont mis en tête de réussir en quelques années une conversion totale des activités en supprimant toutes celles émettant du CO2. Ils ont eu surtout de l'écho en Europe où les gouvernements multiplient les règlements malthusiens et les dépenses contraintes infinies. Et cela au moment même où le coût de l'argent pénalise les états ultra-dépensiers. C'est évidemment une totale folie irrationnelle, qui apparaîtra comme telle quand soudain les yeux se décilleront et que le sortilège s'évanouira, ce qui est le destin des peurs millénaristes. Mais que de dégâts sont à craindre !

On stigmatise allègrement les propriétaires « qui ont profité de la hausse phénoménale de l'immobilier ». Et on croit qu'ils pourront payer pour toutes les folies en cours. En termes d'unités de valeur de référence, les prix sont restés stables. Il est tout de même simple à comprendre que le propriétaire qui a acheté un appartement disons entre 1970 et 1990 a toujours le même appartement en 2023 et n'a pas augmenté ses possessions. En revanche il a perdu beaucoup de revenus avec tous les prélèvements accumulés sur l'immobilier : IFI, taxe foncière, frais de « notaire »,... , et l'accumulation des frais liés à des contraintes réglementaires effroyablement coûteuses. En revanche les étrangers, qui ne paient pas les mêmes taxes et qui se sont enrichis avec la mondialisation ont racheté une bonne part de l'immobilier le plus luxueux. Et l'État leur a consenti dans certains cas des dégrèvements fiscaux pour se faire. Bravo !

Les entreprises françaises qui n'ont pas fait faillite ont été rachetées par les entreprises des pays accumulant des excédents. Les Allemands ont racheté une part colossale du patrimoine d'entreprises Français. Sous-investissement, délocalisation, transfert de la propriété vers l'étranger ont été de règle depuis quarante ans !

Le secteur public a lui-même été ravagé par le sous-investissement. Certes on peut trouver des tee-shirts à quelques euros dans les surfaces commerciales qui cassent les prix, mais l'hôpital a souffert, la recherche s'est étiolée, les armées vivent de bouts de ficelles, les prisons nécessaires n'ont jamais été construites, les ponts ne sont plus maintenus sur les routes secondaires, la SNCF ne fonctionne plus, les aéroports sont devenues non fonctionnelles, l'université n'a plus que des locaux quasiment insalubres, les postes diplomatiques ont fondu, et plus rien ne marche.

On voit en observant les courbes du graphique tout le risque qui pèse sur la « réindustrialisation ». Les prix nationaux de production en l'état des législations, sont de 2 à 10 fois ceux des produits

importés. Sauf dans des cas très spéciaux, la relocation ne peut pas marcher sans d'énormes changements fiscaux et réglementaires. Au moment où les flux d'articles à bas prix se tariront, la courbe des prix recroisera celle du PIB et éliminera le pouvoir d'achat !

La seule solution pour l'Occident, qui globalement souffre des mêmes maux, avec moins d'acuité dans les pays où les dépenses et la dette ont été maîtrisées depuis 1990, est de revoir le mode d'organisation du système monétaire international et de l'Euroland. Il faut éviter les excédents systémiques et les déficits endémiques. En éliminant les déséquilibres, on retrouvera une logique de la production et de l'emploi plus maîtrisable. Notamment il redeviendra possible de parler en termes d'investissement productif et plus seulement en termes d'augmentation de la valeur des titres.

C'est le message fondamental que suggère le « graphique de Dufau », comme disait mes élèves. Je regrette d'en avoir réservé le commentaire à mes conférences. Il mériterait d'être recalculé avec plus de soin et utilisé à plus grande échelle pour sa vertu d'explication limpide de la situation mondiale . Quand la folie déclenchée par les gourous de la décarbonation totale à réaliser de toute urgence sera retombée, et en espérant que le champ de ruines ainsi créées ne soit pas trop étendu, il sera temps de penser à retrouver un peu de raison et de reconstruire un système mondial des échanges plus rationnel fondé sur l'équilibre des flux, plus que sur des rapports de force destructeurs même pour les pays qui croient posséder des capacités de domination.

Didier Dufau pour le Cercle des économistes e-toile